



GHT Centre Franche-Comté

Etablissement support



CHU de Besançon
Direction du Patrimoine des
Investissements Médicaux et de la
Sécurité

3 Boulevard Fleming
25030 BESANÇON Cedex
Tél. 03 81 21 80 77
Email. ntp@chu-besancon.fr

Etablissement partie



CENTRE HOSPITALIER
de Novillars

CH de Novillars
4, rue du Docteur Charcot
25220 NOVILLARS

MARCHÉ PUBLIC

MARCHE PUBLIC GLOBAL
SECTORIEL
POUR LA CONSTRUCTION
DU POLE DE PSYCHIATRIE DE LA
PERSONNE AGEE SUR
LE SITE DU CENTRE
HOSPITALIER DE NOVILLARS

CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)

Procédure avec négociation

La procédure est passée en application des dispositions des articles L2124-3 de l'Ordonnance n° 2018 1074 du 26 novembre 2018 et R2124-3 du décret n° 2018-1075 du Code de la Commande Publique

Version : 11/02/2026

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1-1- Objet du marché - Emplacement des travaux	4
1-2- Définitions	4
1-3 - Travaux intéressant la défense	4
1-4 - Décomposition en tranches et en lots	4
1-5 - Phasage	4
1-6 - Promotion de l'insertion et de l'emploi	5
1-7 - Organisation de la Maîtrise d'Ouvrage	5
1-8 - Coordonnateur SPS	6
1-9 - Contrôleur technique	6
1-10 - Autres intervenants	6
1-11 - Rôle et mission du mandataire du groupement titulaire du marché	6
1-12 - Adaptation générale du CCAG-Travaux	7
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
2-1 - Pièces particulières	8
2-2 - Pièces générales	8
2-3 - Pièces établies postérieurement à la notification du marché	8
ARTICLE 3 - CONTENU DES PRIX, VARIATION DES PRIX, TRAVAUX NON PREVUS, DECOMPTE GENERAL, DELAI DE PAIEMENT	9
3-1 - Contenu des prix	9
3-2 - Exigibilité des acomptes	10
3-3 - Répartition des paiements	11
3-4 - Variation dans les prix	11
3-5 - Travaux non prévus	12
3-6 - Décompte général	13
3-7 - Facturation électronique et Délai de paiement	13
3-8 - Modification des marchés en cours d'exécution - Clauses de réexamen	14
3-9 - Marchés similaires	14
ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 5 - DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER	15
ARTICLE 6 - DELAIS D'EXECUTION - INTEMPERIES	15
6-1 - Délais d'exécution	15
6.1.1 - Séquence 1 : Réalisation des études et obtention des autorisations administratives	16
6.1.2 - Séquence 2 : Exécution des travaux (construction et aménagement) y compris la période de préparation	16
6.1.3 - Séquence 3 : Garantie de parfait achèvement	16
6.1.4 - Séquence 4 : entretien ou de maintenance	17
6-2 - Délai de présentation d'échantillons	17
6-3 - Autres délais	17
6-4 - Intempéries - Congés payés	17
6.4.1 - Intempéries	17
6.4.2 - Congés payés	18
ARTICLE 7 - PENALITES - RETENUES	18
7-1 - Pénalités pour retard dans l'exécution des études de conception (séquence 1) et de l'exécution des travaux (séquence 2)	18
7-2 - Autres pénalités	19

7-3 - Retenues pour remise des documents fournis après exécution	21
ARTICLE 8 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	22
8-1 - Retenue de garantie	22
8-2 - Avance	22
8-3 - Avance sur matériels	22
ARTICLE 9 - IMPLANTATION DES OUVRAGES	23
9-1 - Plan Général d'Implantation des Ouvrages	23
9-2 - Piquetage général	23
9-3 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	23
ARTICLE 10 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	23
10-1 - Documents d'exécution	23
10-2 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	23
10-3 - Mise à disposition du terrain	23
ARTICLE 11 - RECEPTION DES TRAVAUX – MISE A DISPOSITION DES OUVRAGES	24
11-1 - Réception des travaux	24
11-2 - Levée des réserves	24
11-3 - Prestations restant à réaliser	24
11-4 - Plans, documents et prestations à fournir après exécution des travaux	24
ARTICLE 12 - ASSURANCES	25
12-1 - Responsabilité Civile	25
ARTICLE 13 - AUTRES DISPOSITIONS ET RESILIATION	26
13-6 - Résiliation du marché	26
ARTICLE 14 - LITIGES ET DIFFERENTS	26
ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	26

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1- Objet du marché - Emplacement des travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) s'appliquent au projet de construction d du Pôle de Psychiatrie de la Personne Agée sur le site du Centre Hospitalier de Novillars. Elles précisent, complètent et dérogent au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

Le Centre Hospitalier de Novillars (CHN) est un établissement de santé mentale et de psychiatrie. Le CHN dispose d'activités de diagnostics, de soins, d'accompagnement et de réinsertion sociale. Il assure également des missions de prévention. Le CHN est composé d'une équipe pluridisciplinaire permettant la prise en charge d'un public allant de l'enfant à la personne âgée et des divers profils, entre autres psychiatriques plus ou moins sévères ou invalidants (schizophrènes, ...), de déficiences intellectuelles, de conduites addictives, des détenus, des troubles comportementaux, mais également des profils en réhabilitation sociale et en réadaptation, etc. Les profils accueillis ont un impact sur les évolutions immobilières.

Compte tenu du profil des patients, le site est clos avec un seul accès public contrôlé par un poste de garde. Le site très vert est composé essentiellement de pavillons. La majorité des pavillons est vétuste et ne correspond plus aux prestations hôtelières et hospitalières actuelles (chambres collectives, salles de bain communes, ...). Par ailleurs, les unités de PPA sont réparties dans 2 bâtiments éloignés l'un de l'autre et ne répondent plus aux normes notamment PMR. La prise en charge des patients est donc dégradée par le cadre immobilier.

1-2- Définitions

- **Marché de CCAEM :** Marché public global pour la conception, la construction, l'aménagement, l'entretien ou la maintenance
- **PTD :** Programme technique détaillé
- **CCAG-Travaux :** Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- **CCTP :** Cahier des Clauses Techniques Particulières
- **DPGF :** Décomposition du Prix Forfaitaire
- **CCAP :** Cahier des Clauses Administratives Particulières applicables à la présente opération. Présent document.
- **ATMO :** Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage
- **Coordonnateur SPS :** Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.
- **PGCSPS :** Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

1-3 - Travaux intéressant la défense

Sans objet.

1-4 - Décomposition en tranches et en lots

Le projet comprend une tranche ferme.

1-5 - Phasage

Les travaux sont prévus d'être réalisés en une seule phase comportant une tranche ferme.

Les études sont réalisées en plusieurs phases selon les indications des documents du marché (acte d'engagement, CCAP, CCTP) et porteront sur la totalité du projet (bâtiment neuf et aménagements extérieurs).

1-6 - Promotion de l'insertion et de l'emploi

Le présent marché est soumis à des clauses sociales d'insertion professionnelle, conformément aux dispositions des articles L.2112-2 du Code de la Commande Publique.

Les modalités précises de mise en œuvre, notamment le volume d'heures d'insertion et leurs conditions d'exécution, seront définies et complétées au stade de la phase offre, en lien avec les services du Grand Besançon Métropole, qui accompagneront le Pouvoir adjudicateur et le futur Titulaire dans la structuration du dispositif.

1.6.1 - Clause sociale obligatoire d'insertion et de promotion de l'emploi

1.6.1.1 - L'engagement d'insertion

1.6.1.2 - Le dispositif d'accompagnement des entreprises

1.6.1.3 - Les publics visés

1.6.1.4 - Les modalités de mise en œuvre

1.6.1.5 - Le contrôle de l'action d'insertion

1-7 - Organisation de la Maîtrise d'Ouvrage

1.7.1- Le Pouvoir adjudicateur, est :

CHU DE BESANÇON

Direction du Patrimoine des Investissements Médicaux et de la Sécurité
3 Boulevard Fleming
25030 BESANÇON Cedex
Tél. 03 81 21 80 77
Email. ntp@chu-besancon.fr

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Monsieur le Directeur Général.

Le Maître d'ouvrage est :

CENTRE HOSPITALIER DE NOVILLARS

4, rue du Docteur Charcot
25220 NOVILLARS
Tél : 03 81 60 58 03

Mail : secretariat.economat-finances@ch-novillars.fr

Le représentant du maître d'ouvrage est Monsieur Stéphane FILIPOVITCH, Directeur.

1.7.2 - L'assistant technique à maîtrise d'ouvrage (ATMO) est représenté par le groupement :

SAREIPP

36 rue Paul Cézanne
68200 MULHOUSE
Tél. : 03 89 76 21 63
jb.durand@sareipp.fr

et

Sas EMBASE

Siège :

43 Rue de la Brèche aux Loups
75012 PARIS

Agence :

15 avenue de la Paix
67000 Strasbourg
Tél 03 90 40 67 82

L'ATMO est chargé du suivi de l'opération pour les aspects administratifs, techniques et financiers mais limité exclusivement aux prérogatives relevant de la maîtrise d'ouvrage.

D'une manière générale, toutes les correspondances adressées par le titulaire au maître d'ouvrage doivent être adressées simultanément en copie au mandataire de l'ATMO.

1-8 - Coordonnateur SPS

Une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé a été confiée à :

Non encore attribué.

Le titulaire doit, au stade des études comme de la réalisation des travaux, tenir compte à ses frais de l'ensemble des avis du coordonnateur SPS, sauf ordre contraire du maître d'ouvrage notifié au titulaire par ordre de service.

1-9 - Contrôleur technique

Une mission de contrôle technique (missions L + SEI + PS + Th + Pha + P1 + F + Hand + Env + BRD + HYSa + VIEL + PV + attestations ACCESS et RE2020) a été confiée à :

Non encore attribué.

Le titulaire doit, au stade des études comme de la réalisation des travaux, tenir compte à ses frais de l'ensemble des avis du contrôleur technique étant précisé que le silence du maître d'ouvrage sur les avis rendus par le contrôleur technique signifie que l'avis du contrôleur technique doit être pris en compte.

Le titulaire doit, au stade des études comme de la réalisation des travaux, obtenir un avis favorable du contrôleur technique. Aucun début d'exécution d'ouvrage ne peut intervenir en cas d'absence d'avis favorable de la part du contrôleur technique.

1-10 - Autres intervenants

En cas de besoin, le maître d'ouvrage pourra, s'il le juge nécessaire, confier une mission de suivi géotechnique de type G4 à un bureau d'études spécialisé. Les observations de cet éventuel intervenant s'imposeront au titulaire du marché public global sectoriel, dans le cadre du prix forfaitaire de son marché.

1-11 - Rôle et mission du mandataire du groupement titulaire du marché

Le rôle et les missions du mandataire du groupement sont précisés dans le CCAG-Travaux avec les précisions suivantes :

Le mandataire du groupement représente le groupement des entrepreneurs. Il est solidairement responsable avec chacune des entreprises cotraitantes pendant la durée d'exécution.

Il assure la liaison entre d'une part, le groupement titulaire du marché et d'autre part, les autres intervenants (le maître d'ouvrage, l'ATMO, le contrôleur technique et le coordonnateur SPS, les concessionnaires des réseaux publics, ...)

A ce titre, il diffuse ou fait diffuser à tous les intervenants, toutes les pièces émanant de l'un quelconque des membres du groupement qu'il s'agisse de réclamation, demande d'agrément de sous-traitant(s), demande d'acompte, plans, note de calcul, rapport etc, et ce après en avoir pris connaissance, et les avoir approuvés.

Il assure la coordination des membres du groupement et des sous-traitants pour l'exécution des études et des travaux, notamment :

- Recueil et établissement de toutes les pièces à mettre au point pendant la période de préparation du chantier.
- Installation du chantier (voiries et accès, panneaux de chantier et clôtures, baraque et bureaux, blocs sanitaires, amenées des fluides, éclairage, aires de stockage,...).
- Location d'espaces publics ou privés nécessaires au bon déroulement du chantier.
- Entretien et gardiennage des installations et du chantier notamment celles relatives à la sécurité des travailleurs, des occupants, et des tiers, ainsi que celles relatives à la signalisation.
- Evacuation des déblais et déchets, ainsi que les nettoyages du chantier, de ses abords et de l'ouvrage, sauf si une disposition particulière du descriptif ou la convention inter entreprise précise que ces prestations sont affectées à un lot déterminé.
- Remise en état éventuelle des dégradations causées aux voiries et aux bâtiments.
- Animation des réunions de coordination inter entreprise.
- Gestion du compte prorata.

1-12 - Adaptation générale du CCAG-Travaux

Concernant la gestion administrative, financière et technique du marché, s'agissant d'un marché de travaux particulier comprenant la conception et la réalisation de l'ouvrage, il est précisé que pour l'application du CCAG-Travaux:

1.11.1- le terme « **maître d'œuvre** » est remplacé par « **mandataire du groupement** » dans les articles du CCAG-Travaux limitativement énoncés ci-après :

Articles 3.8.1 / 3.8.2 / 13.3 / 13.4 / 13.5 / 14.4 1^{er} alinéa / 14.4.1 / 14.4.2 / 14.4.3 / 16.3 / 43.2 / 51.1.2 / 51.1.4

1.11.2- le terme « **maître d'œuvre** » est remplacé par « **ATMO** » dans les articles du CCAG-Travaux limitativement énoncés ci-après :

Articles 3.6.1.2 / 3.6.1.3 / 3.9 / 10.4 / 11.2 / 11.4 / 11.5 / 11.6 / 12.1.1 / 12.1.3 / 12.1.8 / 12.1.9 / 12.2.1 / 12.2.2 / 12.3.2 / 12.3.3 / 12.3.4 / 12.4.1 / 12.4.3 / 12.4.4 / 14.2.2 / 18.2 / 19.2.4 / 34.3 / 38 / 55.1.1 / 55.1.2

Il est bien précisé que le(s) maître(s) d'œuvre co-traitant(s) du groupement conserve(nt) toutes les prérogatives et attributions mentionnées à l'article 2 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

2-1 - Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes : mise au point du marché, décomposition du prix du marché, calendrier prévisionnel d'exécution et, le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance, relatives aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres et les autres annexes mentionnées à l'acte d'engagement,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) et, le cas échéant, le projet de règlement du CISSCT,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le programme technique détaillé de l'opération – version dossier de consultation du marché CCAEM et les annexes qui y sont mentionnées,
- Les pièces écrites et graphiques constitutives de l'offre du titulaire selon liste jointe en annexe n° 1 au présent CCAP.

2-2 - Pièces générales

Sauf indication contraire, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois zéro, tel que ce mois est défini au § 3.1 de l'acte d'engagement.

- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G) – arrêté du 30 mars 2021 (version en vigueur à la date d'établissement du présent document) ;
- Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G) applicables aux marchés publics de travaux (normes et DTU) ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales des documents techniques unifiés (CCS/DTU), tels qu'ils sont énumérés à l'annexe n° 1 de la circulaire du ministère de l'économie et des finances, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe n° 2 de ladite circulaire (circulaire en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix) ;
- Toutes les normes, tous les autres documents réglementaires en vigueur ainsi que les commentaires de ces documents.

2-3 - Pièces établies postérieurement à la notification du marché

Après sa notification, le marché ne peut être modifié que par avenant. Toutefois, il est précisé que les documents suivants :

- Les actes spéciaux de sous-traitance,
- Les avis et rapports émanant du contrôleur technique,
- Le dossier de demande de permis de construire, l'arrêté de permis de construire et ses prescriptions,
- Tous dossiers de demande d'autorisation administrative nécessaires à la réalisation de l'opération et les autorisations administratives y afférent,
- Les prescriptions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé,
- Les dossiers d'études 1^{ère} et 2^{ème} phase, pour les éléments approuvés par le maître d'ouvrage et conformes aux dispositions contractuelles du marché, éventuellement modifiées par avenant

s'imposent au titulaire et constituent un complément du marché et pas une modification du marché.

Par ailleurs, en cas de contradiction entre les documents établis par le groupement de CCAEM, le choix de la solution à retenir revient au maître d'ouvrage.

Il est également précisé que le détail quantitatif qui sera fourni dans le cadre du dossier d'études de conception 2^{ème} phase n'aura de valeur contractuelle que pour l'établissement des situations de travaux et pour l'évaluation de la valeur des travaux en plus ou en moins ordonnés en cours de chantier par ordre de service ou par avenant.

Pour l'ensemble de l'article 2, en cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées. Il est bien précisé qu'une prestation incluse dans l'offre qui serait d'un niveau supérieur à celui exigé dans le programme technique détaillé ne constitue pas une contradiction avec le programme technique détaillé.

ARTICLE 3 - CONTENU DES PRIX, VARIATION DES PRIX, TRAVAUX NON PREVUS, DECOMPTE GENERAL, DELAI DE PAIEMENT

3-1 - Contenu des prix

Le marché est passé à prix global et forfaitaire. Le prix global et forfaitaire est celui indiqué à l'acte d'engagement du titulaire.

La décomposition du prix forfaitaire, telle qu'établie dans la décomposition détaillée du prix des travaux, honoraires et des prestations de service (annexe 1 à l'acte d'engagement), ne vaut que pour l'établissement des décomptes mensuels. Cette décomposition sera complétée à l'issue des études de conception 2^{ème} phase par le détail quantitatif et estimatif décomposé par corps d'état et par type d'ouvrage.

Hormis l'accord des parties contractantes pour la modification du prix par voie d'avenant ou ordre de service, le prix de règlement ne peut varier qu'aux conditions fixées au présent CCAP, notamment pour cause de variation économique, de pénalités, de réfaction, de résiliation ou de mise en régie aux frais et risques du titulaire défaillant.

En complément à l'article 9.1 du CCAG-Travaux, il est précisé que le prix forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement comprend notamment :

- Les travaux tous corps d'état et les honoraires de maîtrise d'œuvre ;
- Les prestations d'entretien ou de maintenance décrites au CCTP ;
- La réalisation de l'ensemble des prestations décrites dans le PTD de l'opération hors prestations explicitement mentionnées comme ne faisant pas partie du marché de CCAEM ;
- La fourniture et la pose des équipements indiqués comme « intégrés au marché » dans chaque fiche espace ou demandés dans le PTD de l'opération ;
- Les exigences du Contrôleur technique ;
- Les exigences du Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Les frais liés aux dépenses communes de chantier ;
- Les frais inhérents à la réalisation de locaux témoin entièrement équipés ;
- Toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution du marché, y compris tous les frais d'études et d'obtention des autorisations administratives, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, les diagnostics et adaptations des équipements et ouvrages existants sur lesquels le titulaire envisage de se raccorder, d'utiliser ou de modifier pour la réalisation des prestations prévues au PTD, les charges financières relatives au respect des exigences du contrôleur technique, l'obtention des consuels, des « certificats gaz », l'essai des équipements, le nettoyage de fin de chantier, et ne saurait être modifié pour quelque cause que ce soit. Le prix comprend également toutes les études, notes de calcul et plans nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage.
- Tous les frais qu'ils soient administratifs ou de pilotage, ordonnancement et coordination impliqués par les éventuels travaux sous-traités.
- Tous les frais résultants des conditions de travail induites par des mesures sanitaires de type COVID 19 et de la nécessaire protection des travailleurs qui en découle.

A l'exception des seules sujétions explicitement mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par le prix (cf. document intitulé « note détaillée relative aux éventuelles prestations non comprises dans l'offre et qui seront à la charge du maître d'ouvrage », les prestations du PTD explicitement décrites comme ne faisant

pas partie du marché de CCAEM et les équipements précisés comme « hors marché » dans chaque fiche espace), le marché de CCAEM est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution et plus particulièrement que ces sujétions résultent :

- De la nature du sous-sol. Il est précisé que tous les renseignements mentionnés dans le rapport d'étude géotechnique préliminaire et dans les rapports relatifs au site sont communiqués à titre indicatif, sans qu'ils puissent être considérés comme de nature à engager le maître d'ouvrage. Ces éléments ne constituent que des éléments d'informations qu'il appartient au titulaire de vérifier et le cas échéant, de compléter sous sa responsabilité avant la remise de son offre,
- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ; à ce titre, le titulaire étudiera et valorisera l'implantation des installations de chantier si nécessaire sur le domaine public.
- De la présence de canalisations, conduites ou câbles de toute nature.

Il est notamment précisé à cet égard que toutes ambiguïtés ou imprécisions constatées après la signature du marché et n'apparaissant pas dans les documents contractuels, plans, devis descriptif, etc..., seront réputées comprises dans le prix global et forfaitaire du marché.

L'entreprise est réputée, avant la remise de son offre :

- Avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation du marché de CCAEM,
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution du marché et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- avoir procédé à une visite détaillée du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, etc...),,
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation, notamment celles données par le PTD et de la nature du sous-sol, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, et concordantes, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (concessionnaires, services Municipaux, Service des Eaux, Electricité de France, Gaz de France, Services de sécurité, de télécommunication, câble télédistribution, etc),

3-2 - Exigibilité des acomptes

3.2.1 - Pour la conception, les acomptes sont exigibles comme suit, sur la base de la décomposition détaillée du prix (annexe n° 1 à l'acte d'engagement) :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Etudes de conception 1 ^{ère} phase et 2 ^{ème} phase	85% exigible après remise des études 15% exigible après approbation des études par le maître d'ouvrage
Elaboration des autorisations administratives	85% exigible après remise des dossiers de demande d'autorisation 15% exigible après réception des autorisations administratives

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Etudes d'exécution et de synthèse	100% par acomptes mensuels égaux répartis sur la durée prévisionnelle d'exécution des travaux, majorée de deux mois
VISA du maître d'œuvre des documents d'exécution	
Contrôle des demandes de paiements du groupement de CCAEM	
Suivi et contrôle de l'exécution des travaux	
Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception des ouvrages et prestations à fournir après l'exécution des travaux	60% exigible dès la décision de réception prononcée par le maître d'ouvrage 10% exigible à la remise des DOE 30% exigible à la levée des réserves constatées à la réception

3.2.2 - Pour les travaux, les acomptes sont calculés en fonction de l'avancement du chantier sur la base de la décomposition du prix des travaux par corps d'état et par type d'ouvrage (annexe n° 1 à l'acte d'engagement).

3.2.3 - Pour la prestation d'entretien ou de maintenance, les acomptes sont exigibles par acomptes trimestriels sur la base de la décomposition du prix du marché (annexe n° 1 à l'acte d'engagement)

3-3 - Répartition des paiements

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter leur montant au crédit du compte ouvert **au nom du groupement** dont les références figurent à l'article 5 de l'acte d'engagement (dérogation à l'article 10.7.2 du CCAG-Travaux).

Le groupement fera son affaire de la répartition entre les différents cotraitants des paiements pour le principal, les pénalités, les réfections et les retenues.

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes et les actes spéciaux.

3-4 - Variation dans les prix

Il n'est pas prévu d'actualisation des prix.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réglées par la révision des prix qui se fait selon les modalités suivantes :

3.4.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro » fixé à l'article 3.1 de l'acte d'engagement.

3.4.2 - Modalités de révision

Les prix du marché sont révisés chaque mois avec les coefficients ci-dessous (C), en fonction de la nature des prestations (prestations intellectuelles ou travaux). Dans ces formules :

0.15 = terme fixe

Numérateur = valeur du mois d'exécution de la prestation
Dénominateur = valeur du mois zéro indiqué dans l'acte d'engagement.

Eléments de prestations relatifs aux honoraires :

$C = 0.15 + 0.85 I_d/I_0$ avec I = indice ingénierie

Eléments de prestations relatifs aux travaux :

$C = 0.15 + 0.85 BT01_d/BT01_0$ avec BT01 = indice tous corps d'état

Eléments de prestations relatifs aux prestations d'entretien ou de maintenance :

$C = 0.15 + 0.85 FDS1_d/FDS1_0$ avec FSD2 = indice Frais et services divers référence 2

La publication de référence pour le BT01 est l'INSEE, pour l'indice Ingénierie, le Journal Officiel et pour l'indice FSD2 le BOCCFR.

Les formules ci-dessus s'appliquent aux prix annoncés dans le tableau de décomposition détaillée du prix forfaitaire des travaux des honoraires et des prestations de service (annexe 1 à l'acte d'engagement)

Les coefficients sont calculés au millième, et arrondis au millième supérieur dès que le dix millième est supérieur ou égal à 5.

- 3.4.3 -** Lorsque la valeur finale de l'index de révision n'est pas connue au moment de l'établissement de la demande de paiement mensuelle et que le titulaire souhaite le paiement des révisions, il sera procédé au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue. Il sera procédé à la révision définitive dans le cadre d'un acompte suivant lorsque l'index définitif sera publié.

3-5 - Travaux non prévus

3.5.1 - Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Le règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus se fera conformément aux dispositions de l'article 13 du CCAG-Travaux. Toutefois, il est bien précisé que tous les travaux non prévus devront être soumis avant exécution à l'approbation écrite du représentant du pouvoir adjudicateur. Faute de quoi, il sera considéré que les travaux bien que non explicitement prévus au marché, sont réalisés par l'entreprise dans le cadre de son marché et aucune réclamation ne pourra être formulée par l'entreprise à posteriori.

3.5.2 - Augmentation du montant des travaux

- Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-Travaux, l'augmentation limite mentionnée dans cet article est fixée à 20 % pour un marché à prix forfaitaire.
Les autres dispositions de l'article 14.3 du CCAG-Travaux s'appliquent sans modification.
- Les dispositions de l'article 14.4 du CCAG-Travaux sont remplacées par les dispositions suivantes :

Lorsque la masse des prestations exécutées atteint la masse initiale, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le représentant du pouvoir adjudicateur. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu de la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement de la masse initiale.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'ouvrage, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale. L'ordre de poursuivre les travaux au-delà de la masse initiale, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, le titulaire doit arrêter les travaux. A défaut, les travaux qui sont exécutés au-delà de la masse initiale ne sont pas payés au titulaire.

3-6 - Décompte général

Les dispositions de l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le projet de décompte général sera établi après l'achèvement complet du marché de CCAEM, c'est-à-dire, à la fin de la prestation d'entretien ou de maintenance.

Le projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des trois dates ci-après :

- Quarante-cinq jours après la date de remise à l'ATMO du projet de décompte final par le titulaire ;
- Quarante-cinq jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde ;
- Quarante-cinq jours après la constatation de la levée de la dernière réserve formulée lors de la réception des travaux.

Si le représentant du maître d'ouvrage ne notifie pas au Titulaire dans les délais stipulés ci-dessus le décompte général signé, le Titulaire lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au Titulaire du décompte général signé par le représentant du maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le Titulaire à saisir de tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au Titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le Titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.1 du CCAG-Travaux.

3-7 - Facturation électronique et Délai de paiement

3.7.1 - Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la demande de paiement doit/pour être envoyée par voie électronique sur le portail mutualisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toutes les factures doivent être transmises de manière dématérialisée.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Identifiants CHORUS à utiliser :

Adresse de facturation :

Centre Hospitalier de NOVILLARS
4, rue du Docteur Charcot
25220 NOVILLARS

Code service Chorus Pro : ECONOMAT-FINANCES

SIRET : 262 504 293 000 16

L'entrepreneur remettra chaque mois les situations de travaux effectués dans le mois. Ces situations feront ressortir :

- Le montant des travaux cumulés exécutés par corps d'état sur la base de la D.P.G.F.
- Le montant des travaux effectués dans le mois, obtenu en faisant la différence de la nouvelle situation et de la situation précédente.
- Un pourcentage d'avancement position par position devra apparaître.

Toute situation présentée sur la base d'un pourcentage calculé sur le prix global du marché, ne pourra être acceptée. Le titulaire devra communiquer à ses cotraitants et/ou sous-traitants les informations relatives à l'utilisation de CHORUS PRO.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé). Si ces conditions ne sont pas respectées, la facture sera systématiquement retournée au titulaire du marché.

3.7.2 - Délai de paiement

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, le délai global de paiement des avances, acomptes et du solde est fixé à 50 jours.

Tout dépassement de ce délai donnera lieu à l'application des intérêts moratoires qui seront calculés conformément aux articles R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

3-8 - Modification des marchés en cours d'exécution - Clauses de réexamen

Outre les dispositions mentionnées aux 3.2 et 3.3 du présent CCAP, le Maître d'Ouvrage peut modifier en cours d'exécution le marché initial sous forme d'avenant au marché de travaux du lot considéré, en cas de modifications rendues nécessaires :

- Par des prestations supplémentaires qui n'entraîneraient pas une modification du marché supérieure à 50 % du montant initial.
- Par des circonstances imprévues ou imprévisibles (sujétions techniques imprévues représentant un caractère exceptionnel imprévisible lors de la conclusion du marché) qui n'entraîneraient pas de modification du marché supérieure à 50 % du montant initial.

Par ailleurs, la substitution du Titulaire ou d'un cocontractant d'un marché par un autre opérateur économique à la suite d'une opération de restructuration de société (cession, rachat, fusion, acquisition, insolvabilité, etc...) est admise à condition que le nouveau Titulaire ou cocontractant remplit les conditions fixées à la procédure de passation du marché initial. Cette substitution pourra être contractualisée par avenant au marché de travaux.

3-9 - Marchés similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de conclure un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le Titulaire pour des travaux similaires à ceux du présent contrat.

ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANCE

En complément à l'article 3.6 du CCAG-Travaux, il est précisé que l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance seront constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, par le co-traitant qui conclut le contrat de sous-traitance, par le sous-traitant et par le mandataire du groupement.

La déclaration de sous-traitance est à fournir par le Titulaire dans un délai de 21 jours avant l'intervention prévue du sous-traitant, à l'aide du formulaire selon modèle figurant en annexe à l'acte d'engagement, qui précise notamment :

- Le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale, et l'adresse du sous-traitant.
- La nature et le prix des prestations sous-traitées
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance
- Les capacités techniques et financières du sous-traitant

La déclaration de sous-traitance à fournir par le titulaire doit être accompagnée :

- ✓ Des attestations fiscales et sociales du sous-traitant (documents de preuve attestant que le sous-traitant n'est pas dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation du marché public prévus par le code de la commande publique)
- ✓ De l'attestation d'assurance en responsabilité civile du sous-traitant en cours de validité

Il est précisé que :

- Un prestataire de service intervenant sur le site est considéré comme sous-traitant et sera à déclarer comme tel s'il contribue à l'acte de construire
- Le titulaire du marché communiquera au coordonnateur SPS au moins 15 jours avant toute nouvelle intervention d'un sous-traitant : ses noms et qualités, la nature et la durée de ses activités et le nom, la fonction et les coordonnées du responsable des personnels chargés des travaux;
- Le titulaire du marché remettra à son ou ses sous-traitants un exemplaire du plan général de coordination ainsi qu'un document précisant ses propres mesures d'organisation générale.
- Le titulaire du marché participera à chacune des inspections communes des sous-traitants.
- A l'issue de ces inspections communes, le titulaire du marché apportera son appui technique à chacun de ses sous-traitants pour adapter leur PPSPS à la réalité et aux exigences du chantier.
- Une convention de sous-traitance ne saurait dégager le titulaire du marché de ses obligations à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 50.3.1 CCAG-Travaux, toute sous-traitance irrégulière pourra être sanctionnée par la résiliation du marché.

ARTICLE 5 - DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER

Les dépenses communes de chantier ainsi que l'ensemble des installations de chantier prévues dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, tant pour les dépenses d'investissement, d'entretien ou de maintenance, que de fonctionnement sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 6 - DELAIS D'EXECUTION - INTEMPERIES

6-1 - Délais d'exécution

Les dispositions des articles 18.1 et 28.2 du CCAG-Travaux sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'acte d'engagement et le calendrier prévisionnel d'exécution du marché joint en annexe à l'acte d'engagement et établi par le titulaire précisent les délais d'exécution contractuels d'exécution du marché.

Les délais contractuels d'exécution se décomposent en délais partiels contractuels comprenant quatre séquences :

- Séquence 1 : Réalisation des études et obtention des autorisations administratives

- Séquence 2 : Exécution des travaux (, démolition, construction et aménagement) y compris la période de préparation
- Séquence 3 : Garantie de parfait achèvement
- Séquence 4 : Entretien ou maintenance

6.1.1 - Séquence 1 : Réalisation des études et obtention des autorisations administratives

Le délai de la séquence 1 commence à courir dès la réception par le titulaire de l'ordre de service lui demandant de démarrer l'exécution des prestations.

Le délai de réalisation des études de conception et d'obtention des autorisations administratives est précisé à l'article 4 de l'acte d'engagement. Il est établi sur la base d'un délai d'instruction des demandes d'autorisations administratives de 5 mois. Si pour une raison relevant de la responsabilité du titulaire (remise de dossiers incomplets, non conformités, ...) les autorisations administratives n'étaient pas obtenues dans les délais impartis, il appartiendrait au titulaire de rattraper le retard pris mais aucune prolongation de délai ne sera accordée. Mais en cas de dépassement de ce délai d'instruction pour une raison dont le titulaire n'est pas responsable, le délai contractuel de la séquence 1 sera prolongé de la durée de ce dépassement, mais le titulaire ne pourra obtenir aucun dédommagement.

6.1.2 - Séquence 2 : Exécution des travaux (construction et aménagement) y compris la période de préparation

Les délais d'exécutions des travaux (construction et aménagement) sont précisés aux articles 3 et 4 de l'acte d'engagement.

Le délai de la séquence 2 commence à courir dès la réception de l'ordre de service demandant au titulaire de démarrer l'exécution des travaux. Cet ordre de service sera délivré par le maître d'ouvrage après l'approbation du dossier d'études 2^{ème} phase.

Le délai de préparation et d'installation du chantier est de deux mois. Durant ce délai, les tâches énumérées à l'article 28.1 du CCAG-Travaux et à l'article 4.1 du CCTP devront être réalisées.

Le délai d'exécution des travaux englobe le déroulement normal du chantier ainsi que le repliement du matériel, le nettoyage des lieux et des abords et la réalisation des opérations préalables à la réception des travaux.

Le titulaire est tenu, au cours du déroulement du chantier, de maintenir sur le chantier, les personnels, matériels et approvisionnements nécessaires et suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

L'incidence de l'éventuelle défaillance d'un entrepreneur ou du mandataire du groupement ne modifie pas le délai global de déroulement du chantier.

6.1.3 - Séquence 3 : Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 1792.6 du Code civil et à l'article 44 du CCAG-Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux. Suite à une correction sur un ouvrage ou équipement, un nouveau délai de garantie de parfait achèvement d'un an redémarre pour cet ouvrage ou équipement. Durant ce délai, le titulaire est tenu :

- De lever les réserves notées à la réception dans le délai fixé par le maître d'ouvrage et qui sera mentionné dans le procès-verbal de réception des travaux, délai qui sera au minimum de 20 jours (dérogation à l'article 41.6 du CCAG-Travaux),
- De remédier à tous désordres nouveaux signalés par le maître de l'ouvrage dans un délai de 30 jours à compter de leur signalement.

Les délais d'intervention prescrits aux deux alinéas précédents peuvent éventuellement être raccourcis dans le cas de réserves, malfaçons ou désordres nécessitant une intervention plus rapide motivée par des problèmes de sécurité touchant les personnes ou les ouvrages ou risquant d'occasionner une aggravation des

désordres ou ayant une incidence importante sur l'utilisation de l'ouvrage et le fonctionnement de l'activité. Dans ce cas, le maître de l'ouvrage notifiera les délais dérogatoires par lettre recommandée ou par mail avec accusé de réception.

6.1.4 - Séquence 4 : entretien ou de maintenance

Le délai de la séquence 4 commence à courir à compter de la date d'effet de la réception des travaux. La durée de la prestation d'entretien ou de maintenance est de 24 mois. Durant cette période, le titulaire est tenu d'accomplir la prestation d'entretien ou de maintenance dans le respect, d'une part, des délais mentionnés à l'article 7 du CCTP et les autres documents du marché, et d'autre part, en respectant les délais suivants :

Désignation	Délai
Intervention en cas de panne permettant le fonctionnement de l'équipement ou du matériel selon un mode dégradé	1 jour ouvrable à compter de la réception par le titulaire du mail de signalement de la panne.
Intervention en cas de panne avec indisponibilité de l'équipement ou du matériel	4 heures à compter de la réception par le titulaire du mail de signalement de la panne.
Rétablissement des fonctions en panne pour le chauffage, la ventilation, l'alimentation eau froide et eau chaude, l'électricité courant fort et courants forts et faibles	4 heures à compter de la réception par le titulaire du mail de signalement de la panne

Le projet concernant des locaux hospitaliers, toute panne faisant porter un risque aux patients pourra faire l'objet d'une demande d'intervention du maître d'ouvrage au titulaire dans un délai inférieur à ceux indiqués ci-avant.

6-2 - Délai de présentation d'échantillons

Les échantillons doivent être soumis à la validation du maître d'ouvrage pendant la période de préparation du chantier.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de six mois pour valider les échantillons présentés, sauf pour les échantillons relatifs à la réalisation des éventuels locaux témoin où le délai de validation est d'un mois.

Les dérogations éventuelles à cette règle devront faire l'objet d'un accord écrit de l'ATMO qui fixera de nouvelles dates.

6-3 - Autres délais

La réalisation des éventuels locaux témoins devra être achevée au plus tard six mois après la réception par le titulaire de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Les autres délais qui s'imposent au titulaire figurent dans les autres pièces constitutives du marché de CCAEM.

6-4 - Intempéries - Congés payés

6.4.1 - Intempéries

Les intempéries ne valent que pour les délais fixés aux articles 6.1.2 et 6.1.3 du présent CCAP. Le nombre de jours d'intempéries prévisibles est fixé à 30 jours.

Les intempéries sont comptabilisées dans les conditions précisées à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux. De ce fait, les délais d'exécution seront prolongés d'un nombre de jours égal au nombre de jours d'intempéries qui ont effectivement entraîné l'arrêt des travaux du lot considéré au-delà du 30ème jour d'intempéries constaté.

En cours de travaux, si le nombre réel de journées d'intempéries est supérieur au nombre prévu fixé ci-dessus, le délai de déroulement du chantier sera prolongé du nombre de jours égal à la différence entre les deux

nombre réels et prévus de journées d'intempéries après production de justificatifs et attachements visés par l'ATMO.

Dans le cas de phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé selon les dispositions ci-avant, lorsqu'au moins un des phénomènes naturels dépassera les intensités et durées minimum ci-après, constatées à la station de météo de référence du site :

Travaux	Nature du phénomène	Intensité limite	Période
Terrassements, gros-œuvre, travaux de clos-couvert	Pluie	15 mm	24 h
Terrassements et gros-œuvre, travaux de clos-couvert	Gel	-5° C sous abri et encore inférieur à 2°C	À 8 h À 10 h
Grutage	Vent	60 km/h	Entre 6 h et 18 h
Terrassement et gros-œuvre, travaux de clos-couvert	Neige	5 cm	24 h

Toutefois, ne pourront être prises en compte que les intempéries ayant effectivement entraîné un arrêt de travail d'au moins la moitié de l'effectif normalement présent sur le chantier, cela devant être justifié par le titulaire.

Pour la séquence 2 – exécution des travaux, aucune prolongation de délai due aux intempéries ne sera prise en compte après que le bâtiment soit clos-couvert.

Pour la levée des réserves et pour la séquence 3 – garante de parfait achèvement, les intempéries pourront être prises en compte si elles empêchent l'intervention de l'entreprise.

Qu'elles soient prévues ou non, les intempéries répondant aux conditions du marché doivent être signalées hebdomadairement par le titulaire à l'ATMO et figurer dans le compte-rendu des réunions de chantier.

6.4.2 - Congés payés

Les congés payés sont inclus dans les délais.

ARTICLE 7 - PENALITES - RETENUES

7-1 - Pénalités pour retard dans l'exécution des études de conception (séquence 1) et de l'exécution des travaux (séquence 2)

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans l'exécution des études de conception (séquence 1) et de l'exécution des travaux (séquence 2), y compris pour le repliement des installations le maître d'ouvrage pourra appliquer une pénalité journalière de 1/2000ème du montant du marché avec un minimum de 2 000 € par jour calendaire. Ces pénalités seront définitives en cas de non-respect de ces délais partiels lesquels figurent à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard incombant au titulaire par comparaison entre d'une part, la réalité de l'avancement de l'exécution de travaux et l'avancement prévisionnel tel qu'il figure sur le calendrier prévisionnel d'exécution du marché mis à jour et détaillé par l'application des dispositions contractuelles du marché.

Dans le cas de résiliation du marché, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 50.1 du CCAG-Travaux.

Une fois le montant des pénalités déterminé, celles-ci sont prises en compte et la formule de variation prévue au marché leur est appliquée dans les conditions prévues à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux.

En cas de retard sur un délai partiel et si le délai global est respecté, le représentant du pouvoir adjudicateur rembourse au Titulaire les pénalités provisoires appliquées, à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 19.2.1. du CCAG-Travaux, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro et les pénalités se cumulent entre elles.

L'article 19.2.1. du CCAG-Travaux est remplacé par les dispositions suivantes :
Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Il n'est pas prévu de primes d'avance.

7-2 - Autres pénalités

7.2.1 – Retard dans la remise des documents et autres prestations à réaliser par le titulaire

- A défaut par le titulaire d'avoir remis dans les délais fixés par les dispositions du marché ou par l'ATMO les documents et autres dont l'établissement ou la fourniture lui incombe selon prescriptions des pièces contractuelles.

Il lui sera appliqué les pénalités suivantes :

- 500 € par document et par jour calendaire de retard

Cette pénalité sera également applicable si les documents remis sont incomplets ou inexacts. Toutefois cette pénalité n'est pas applicable aux retards dans la remise des dossiers d'études de conception et des autorisations administratives qui relèvent de l'article 7.1 ci-avant.

- En cas de retard dans la réalisation des prestations à effectuer pendant la période de préparation des travaux, la pénalité suivante sera applicable :

- 500 € par jour calendaire de retard

Cette pénalité sera également applicable si les prestations réalisées sont incomplètes ou non conformes.

- En cas de retard dans la réalisation de locaux témoins, la pénalité suivante sera applicable :

- 1000 € par jour calendaire de retard

et il pourra être ordonné l'arrêt des travaux sans prolongation du délai d'exécution de la séquence 2 mentionné à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- En cas de retard dans la remise :

- ✓ Des "avis techniques", fiches techniques de fabricants, résultats d'essais et d'analyses, etc.,
- ✓ Des échantillons de matériels et de matériaux,
- ✓ Des procès-verbaux d'essais et des résultats des analyses.

la pénalité suivante sera applicable :

- 500 € par jour calendaire de retard

Cette pénalité sera également applicable si les éléments remis sont incomplets ou non conformes.

- En cas de retard sur le délai fixé dans la remise par le titulaire des documents à fournir après exécution, il pourra être appliqué les pénalités suivantes :

- 500 € par jour calendaire de retard par document.

Cette pénalité sera également applicable si les documents remis sont inexacts ou incomplets.

7.2.2 - Non organisation des réunions

En cas de non-organisation des réunions de chantier par le titulaire, il pourra être appliqué à l'encontre du titulaire une pénalité de 1 000 € par réunion de chantier non organisée.

7.2.3 - Pénalités pour non-respect des mesures en matière de sécurité et de protection de la santé

Outre les sanctions prévues par la loi, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

✓ Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, à la sécurité et à la signalisation du chantier	150 € par événement
✓ Dépose de matériel, matériaux, gravois, en-dehors des zones prescrites	
✓ Travaux sur le domaine public sans signalisation	
✓ Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier	150 € par jour calendaire
✓ Retard dans le nettoyage du chantier en plus des frais d'évacuation et de traitement	150 € par jour
✓ Intervention sans PPSPS validé	1 000 € par événement
✓ Utilisation d'engin de manutention, levage, nacelle ou autres non conformes ou par une personne non habilitée	1 000 € par événement
✓ Non prise en rendez-vous avec le coordonnateur SPS pour la visite préalable	
✓ Non port de l'équipement individuel de protection	150 € par événement
✓ Utilisation d'un échafaudage non conforme ou non réceptionné	1 000 € par événement
✓ Absence ou retard aux réunions de coordination sécurité	150 € par absence

7.2.4 - Pénalités pour retard de présentation d'un sous-traitant

Dans le cas où le titulaire n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les avenants, actes spéciaux ou pièces énumérés à l'article 4 du présent CCAP relatifs à la sous-traitance, il encourt une pénalité journalière de 1000 euros. Le défaut de communication de ces pièces dans un délai supérieur à 1 mois au-delà de la date d'effet de la mise en demeure expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

7.2.5 - Pénalité pour retard ou absence à une convocation ou à une réunion

Lorsque le titulaire ne répond pas à une convocation du coordonnateur SPS, du contrôleur technique, de l'ATMO ou du maître d'ouvrage, ou s'il est insuffisamment représenté ou se fait représenter par une personne non habilitée à prendre les décisions ad hoc, le titulaire s'expose à une pénalité d'un montant fixé à 1000 euros par absence.

En cas de retard supérieur à 15 minutes à ces convocations, le titulaire se verra appliquer une pénalité de trois cents euros.

7.2.6 - Pénalité pour retard pour non production des attestations

En cas de retard dans la remise des documents à produire tous les six mois selon l'article 13.1 ci-après, une pénalité de 100 euros par jour calendaire de retard est applicable.

7.2.7 - Pénalité pour retard pour remédier à régler un problème relevant de la garantie de parfait achèvement (GPA) et pour la levée des réserves formulées à la réception des travaux

Retard pour régler un problème relevant de la GPA et pour la levée des réserves : 200 € par jour et par problème non réglé et réserve non levée.

7.2.8 - Pénalités au titre de la prestation d'entretien ou de maintenance

7.2.8.1 - Les pénalités pour retard

Les pénalités suivantes sont applicables :

- Retard dans la remise d'un document : 500 € par jour calendaire
- Retard dans la réalisation d'une prestation d'entretien ou de maintenance : 500 € par jour calendaire
- Retard dans l'intervention en cas de panne permettant le fonctionnement en mode dégradé : 500 € par jour calendaire
- Retard dans l'intervention en cas de panne avec indisponibilité de l'équipement ou du matériel : 500 € par heure.

7.2.8.2 – Pénalités en cas de non-respect des performances

En cas de non-respect des performances, besoins et exigences mentionnés dans le programme technique détaillé et dans le CCTP, la pénalité suivante est applicable : 100 % du montant du préjudice subi par le maître d'ouvrage.

7.2.9 – Pénalité relative à la clause sociale

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le Titulaire subira une pénalité égale à 60 € TTC par heure non réalisée.

En cas de défaut caractérisé de transmission des informations au facilitateur dans les conditions définies à l'article 1.6 du présent CCAP : le Titulaire subira une pénalité de 100 € TTC par jour de retard à compter de la mise en demeure (exception à la règle d'application des pénalités sans mise en demeure prévue par le régime général) par le Maître d'ouvrage de transmettre les documents demandés par la facilitatrice.

7.2.10 - Pénalité pour non-respect des dispositions prévues au titre du chantier à faible impact environnemental

Une pénalité de 500 € par événement est applicable.

7.2.11 - Application des "autres pénalités"

Les pénalités prévues à l'article 7.2 ci-dessus seront appliquées de plein droit, sur simple constatation du retard ou du fait générateur, et sans mise en demeure préalable.

7-3 - Retenues pour remise des documents fournis après exécution

La remise des plans et autres documents à fournir par le Titulaire est prévue à l'article 40 du C.C.A.G-Travaux. Une retenue égale à 1 % du montant initial du marché avec un minimum de 20.000 € HT sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G-Travaux sur les sommes dues au Titulaire.

ARTICLE 8 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

8-1 - Retenue de garantie

En application de l'article R. 2191-32 du code de la commande publique, il sera appliqué une retenue de garantie sur les paiements dans les conditions suivantes :

Une retenue de garantie de 5 (cinq) % TVA incluse, du montant du marché y compris les avenants et ordres de service éventuels sera appliquée sur le montant de chaque situation ou 3% lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'[article R. 2151-13](#).

Cette retenue pourra être remplacée par une garantie à première demande du titulaire émanant d'un établissement financier figurant sur une liste fixée par décret. Cette garantie à première demande sera égale à 5 (cinq) % ou 3% lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'[article R. 2151-13](#), TVA incluse, du montant du marché.

Il est précisé qu'en cas de groupement, la garantie à première demande établie en remplacement de la retenue de garantie doit porter le nom du mandataire du groupement ou le nom du groupement et doit porter sur le montant total du marché.

Dans le cas d'avenants pour travaux supplémentaires en plus, la garantie à première demande devra être augmentée d'un montant égal à 5 (cinq) % ou 3% lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'[article R. 2151-13](#), TVA incluse, du montant de ces ordres de services et avenants.

En cas de prélèvement sur cette garantie à première demande pour quelque motif que ce soit, le titulaire devra aussitôt la reconstituer.

Après l'année de garantie, et sous réserve que le titulaire ait satisfait à toutes ses obligations, la retenue de garantie sera remboursée ou la garantie à première demande la remplaçant sera libérée.

8-2 - Avance

Lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois, l'avance prévue à l'article R2191-3 du code de la commande publique est versée au titulaire, sauf en cas de refus de celui-ci (cf. acte d'engagement). Cette avance n'est due que sur la part du marché effectivement exécutée par le titulaire.

Montant de l'avance

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si la durée du marché est égale ou inférieure à 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai de 50 jours à compter de la notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause d'actualisation ou de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

8-3 - Avance sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier ne pourra être versée au titulaire.

ARTICLE 9 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

9-1 - Plan Général d'Implantation des Ouvrages

Par dérogation à l'article 27.3.2. du CCAG-Travaux, le plan général d'implantation des ouvrages est à la charge du titulaire.

9-2 - Piquetage général

Le piquetage général est à la charge du titulaire et devra être effectué par un géomètre expert avant le commencement des travaux.

9-3 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que les canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter sera effectué à l'initiative et sous l'autorité du titulaire après le piquetage général dans les conditions des réglementations en vigueur et notamment en présence des représentants qualifiés des administrations et des concessionnaires.

ARTICLE 10 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

10-1 - Documents d'exécution

Les documents d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le Titulaire du marché.

10-2 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le titulaire doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des prescriptions et avis du coordonnateur SPS. L'opération est classée en catégorie 1 soumise à CISSCT.

Il est bien précisé que le coordonnateur SPS est notamment autorisé à :

- Demander directement au responsable de l'entreprise ou à l'ouvrier présent sur le chantier de stopper une activité dangereuse et de mettre en œuvre les moyens de prévention et de sécurité immédiat pour prévenir les risques imminents ;
- Faire exécuter par une tierce personne des travaux liés aux mesures et dispositions contenues dans le PGCSPS aux frais de l'entreprise défaillante ;
- Interdire l'accès au chantier à toute entreprise n'ayant pas rempli une ou plusieurs clauses contenues dans le PGCSPS ;
- Demander des décalages de tâche en cas de co-activité présentant des dangers particuliers ;
- S'opposer à l'exécution des travaux d'une entreprise si les conditions de sécurité ne sont pas satisfaisantes ;
- Prendre toutes les dispositions qui lui paraissent nécessaires pour assurer la protection de la santé sur le chantier.

Le titulaire prendra en compte les modalités pratiques de coopération avec le CSPS, selon document ci-joint.

10-3 - Mise à disposition du terrain

Le terrain sera mis à disposition du titulaire par le Maître d'ouvrage au plus tard à la date de réception par le titulaire de l'ordre de service prescrivant de démarrer les travaux (cf. article 6.1.2 du présent CCAP).

ARTICLE 11 - RECEPTION DES TRAVAUX – MISE A DISPOSITION DES OUVRAGES

11-1 - Réception des travaux

Il est prévu une réception des travaux à l'achèvement de l'ensemble des travaux (séquence 2 construction et aménagement).

Le titulaire est chargé d'aviser le maître d'ouvrage de la date à laquelle il estime que les travaux sont achevés.

Ensuite, la procédure se déroule conformément aux dispositions des articles 41 et 42 du CCAG-Travaux.

11-2 - Levée des réserves

Le délai fixé pour la levée des réserves sera précisé sur le procès-verbal de réception des travaux conformément aux dispositions de l'article 6.1.3 du présent CCAP.

11-3 - Prestations restant à réaliser

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG-Travaux, le délai maximum dans lequel le titulaire doit s'engager à réaliser les prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement est de neuf mois.

11-4 - Plans, documents et prestations à fournir après exécution des travaux

Tous les documents qui sont à fournir au titre du présent article sont soumis au visa du maître d'œuvre.

Les plans, documents et prestations minimales à fournir par le titulaire après exécution des travaux comprendront au minimum :

- Plans et documents conformes à l'exécution (note de calculs, plans d'exécution, plans de récolement),
- Avis techniques,
- Notices techniques des produits et équipements,
- Notice de fonctionnement, d'entretien ou de maintenance,
- Les bons de garantie du (des) fournisseur(s) et la liste des fournisseurs avec leurs coordonnées complètes,
- Liste des pièces de rechange préconisées,
- Justification des performances atteintes par l'ouvrage,
- Procès-verbaux de classement ou labels,
- Vérification consuel avec délivrance des feuillets DRE,
- Le dossier des ouvrages exécutés.

Les exemplaires papier des documents sont à remettre au maître d'ouvrage regroupés dans des chemises à sangle portant indication de l'opération et de la nomenclature des documents contenus dans le dossier.

Le titulaire est responsable vis-à-vis du maître d'ouvrage de l'obtention d'une part, des autorisations nécessaires à la mise en service et à l'exploitation du bâtiment telles que l'avis favorable d'ouverture de la commission de sécurité, de la commission d'accessibilité...

Le titulaire doit fournir toutes les attestations nécessaires à l'exploitation du bâtiment (Consuel, quitus des concessionnaires, certificats de désinfection, procès-verbaux d'essais, ...).

Pour justifier du respect des règles d'urbanisme, le titulaire est tenu de solliciter et d'obtenir le certificat de conformité des constructions prévu par le code de l'urbanisme.

Dans le cadre du marché, le titulaire a à sa charge, la préparation des dossiers destinés aux administrations, organismes divers et commission de sécurité, l'assistance au maître d'ouvrage pour l'ensemble des démarches à accomplir, ainsi que sa présence lors du passage des différentes commissions.

En plus des documents listés ci-avant, le coordonnateur SPS, le contrôleur technique et l'ATMO indiqueront au titulaire les documents qui leur sont nécessaires à ce stade pour remplir leurs missions. Le nombre d'exemplaires à fournir est mentionné à l'article 2.5 du CCTP (dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux).

Dans le cadre de son marché, le titulaire doit organiser et prendre en charge la formation du personnel du maître d'ouvrage pour le pilotage, le suivi et la gestion du fonctionnement de tous les équipements et installations techniques.

ARTICLE 12 - ASSURANCES

En complément à l'article 8 du CCAG-Travaux, il est précisé que :

- Le titulaire (chaque cotraitant à l'exception du cotraitant chargé exclusivement des prestations d'entretien ou de maintenance) devra être couvert pour des ouvrages de construction d'un montant au moins égal à 100 % du montant de son marché.
- En cas de mise en œuvre de produits ou procédés ne disposant pas d'un avis technique délivré par un organisme agréé, le titulaire devra contracter les assurances spécifiques permettant de garantir sa responsabilité.

Les attestations d'assurances conformes devront être transmises dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution du titulaire, puis sur simple demande de la maîtrise d'ouvrage.

A défaut et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de deux semaines, les pénalités prévues à l'article 7.2.1 du présent document pourront être appliquées jusqu'à la remise des attestations d'assurance ou la mise en place des contrats d'assurances.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture même d'un seul cotraitant, le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) couvrant l'ensemble des intervenants et dont le coût sera à la charge du titulaire ou de procéder à la résiliation du marché pour faute du titulaire.

L'application d'une clause proportionnelle n'est pas admise.

En termes de responsabilité civile, les membres du groupement devront fournir une attestation d'assurance comportant à minima les éléments suivants :

12-1 - Responsabilité Civile

12.1.1 - Responsabilité Civile Exploitation / Avant réception / Avant livraison

Tous Dommages Confondus :		10.000.000,00 € par sinistre
Dont :		
- Dommages aux biens confiés :		10.000.000,00 € par sinistre
- Dommages immatériels non consécutifs :		10.000.000,00 € par sinistre
- Atteintes à l'environnement survenant à l'extérieur des sites :		10.000.000,00 € par année d'assurance
- Faute Inexcusable :		10.000.000,00 € par année d'assurance

12.1.2 - Responsabilité Civile Après réception / Après livraison

Tous Dommages Confondus :	20.000.000,00 € par année
---------------------------	---------------------------

Dont :		d'assurance
-	Dommages Immatériels Non Consécutifs :	10.000.000,00 € par année d'assurance
-	Pollution soudaine et accidentelle :	10.000.000,00 € par année d'assurance

ARTICLE 13 - AUTRES DISPOSITIONS ET RESILIATION

13-1 - Le Titulaire produira tous les six mois, pendant toute l'exécution du marché, les documents prévus aux articles R2143-5 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de non production de ces pièces, les pénalités prévues à l'article 7.2.1 du présent document pourront être appliquées, et après mise en demeure infructueuse, le marché pourra être résilié aux frais et risques du titulaire.

13-2 - Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre est dispensé de tenir un registre de chantier.

13-3 - L'article 29-2 du CCAG ne s'applique pas au présent marché.

13-4 - Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG, l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération est à la charge du titulaire.

13-5 - Pour l'application de l'article 50.2 du CCAG, le délai pour délivrer l'ordre de service de démarrer les travaux est de deux ans.

13-6 - Résiliation du marché

13.6.1 Arrêt de l'exécution des prestations phases études

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de prononcer l'arrêt de l'exécution du présent marché à la fin de chacune des phases d'études mentionnées aux articles 3.1, 3.2 et 3.3 du CCTP. Dans ce cas la résiliation du marché est prononcée et aucune indemnité ne sera versée.

13.6.2 Résiliation du marché

Le maître d'ouvrage pourra résilier le marché dans les cas prévus aux articles 49 à 53 du CCAG.

ARTICLE 14 - LITIGES ET DIFFERENTS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 50 du CCAG de travaux. En cas de litige résultant de l'application des stipulations et clauses du présent marché, le tribunal compétent est le tribunal administratif de BESANCON.

ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation aux stipulations de l'article 1er du CCAG-Travaux, il est précisé que la liste suivante des dérogations est établie de manière indicative et n'a pas de caractère exhaustif. Il est précisé qu'en cas de contradiction entre le CCAP et le CCAG-Travaux, le CCAP prime sur le CCAG-Travaux, quand bien même la dérogation audit article en contradiction n'avait pas été signalée dans le présent CCAP. En outre le CCAG-Travaux ne s'appliquera que pour les sujets non traités dans le présent CCAP.

Le présent CCAP déroge au CCAG-Travaux par les articles suivants :

- L'article 1.11 du CCAP déroge aux articles qui y sont mentionnés
- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux

Marché public global sectoriel pour la construction du Pôle de Psychiatrie de la Personne Agée sur
le site du Centre Hospitalier de Novillars

- | | | |
|-------------------|------------------|---|
| ▪ L'article 3.3 | du CCAP déroge à | l'article 10.7.2 du CCAG-Travaux |
| ▪ L'article 3.5.2 | du CCAP déroge à | l'article 14.3 du CCAG-Travaux |
| ▪ L'article 3.5.2 | du CCAP déroge à | l'article 14.4 du CCAG-Travaux |
| ▪ L'article 3.6 | du CCAP déroge à | l'article 12.4.2 et 12.4.4 du CCAG |
| ▪ L'article 6 | du CCAP déroge à | l'article 18.1 et l'article 28.2 du CCAG-Travaux |
| ▪ L'article 6.1.3 | du CCAP déroge à | l'article 41.6 du CCAG-Travaux |
| ▪ L'article 7.1 | du CCAP déroge à | l'article 19.2 et l'article 19.2.1. du CCAG-Travaux |
| ▪ L'article 9.1 | du CCAP déroge à | l'article 27.3.2. du CCAG-Travaux |
| ▪ L'article 11.3 | du CCAP déroge à | l'article 41.5 du CCAG-Travaux |
| ▪ L'article 11.4 | du CCAP déroge à | l'article 40 du CCAG-Travaux |
| ▪ L'article 13.2 | du CCAP déroge à | l'article 28.5 du CCAG-Travaux |
| ▪ L'article 13.3 | du CCAP déroge à | l'article 29.2 du CCAG |
| ▪ L'article 13.4 | du CCAP déroge à | l'article 31.3 du CCAG |

CCAP établi le 11 février 2026

Le représentant du Maître d'ouvrage

LU ET APPROUVE

Le titulaire :